

Louis Lachaussée

Justin Soubanere

Lilly-Marie Busch Higuero

Titouan Bottone

Bertille Elhadjen

Vincent Brunisholz

Une enquête sur l'extrême-droitisation des patronats français

Le 27 juin 2024, la dirigeante du parti Lutte Ouvrière relayait les propos d'un militant syndicaliste en marge des élections législatives anticipées : « Aux travailleurs attirés par le RN, nous disons “tu votes pour ton patron” »¹. Symbole d'une porosité perçue comme grandissante entre les patronats et l'extrême-droite par la gauche, Nathalie Arthaud questionnait ainsi les intérêts congruents entre les deux, alors qu'un vent d'extrême-droite se dirigeait tout droit sur l'Europe.

Pour analyser la droitisation de la société française, il semble nécessaire de rappeler l'implication de toutes les franges de la population et notamment celle des patrons qui ont coutume de côtoyer de près le champ politique². En effet, ces acteurs économiques, au travers de leurs intérêts et de leur forte capacité organisationnelle, semblent indissociables des débats et des alliances stratégiques. Il est alors pertinent de se pencher sur les relations que les patrons entretiennent avec les idées et les responsables politiques de l'extrême-droite. Mais analyser l'extrême-droitisation de ce groupe n'est pas chose aisée. Bien loin d'être uni par une conscience et des expériences économiques homogènes, le patronat est un groupe fragmenté, une classe protéiforme qui renvoie à des réalités sociales variées. Mis à part la détention de capital et le titre de chef d'entreprise, nous aimerions rappeler ici que les patrons n'ont pas grand-chose en commun. En effet, au sein du patronat, les milliardaires et propriétaires de groupes cotés au CAC 40 côtoient des artisans exploitants qui peinent à se verser un salaire à la fin du mois ; des entrepreneurs de la

¹ @n_arthaud (Nathalie ARTHAUD), Twitter, 27 juin 2024, 11:58, https://x.com/n_arthaud/status/1806265716196487634

² Garrigues, Jean, *Les patrons et la politique : 150 ans de liaisons dangereuses*, Paris, Perrin, 2011.

finance diplômés d'Ecoles de commerce partagent le même titre qu'un patron d'une boucherie doté d'un CAP. Mais si les statuts socio-économiques divergent, la taille des entreprises aussi. Pour rendre compte de cette diversité, nous devons donc privilégier une analyse multiscalaire, soit un regard porté à la fois sur la droitisation éventuelle du petit patronat et du grand patronat. Pour complexifier la chose, rappelons que les secteurs d'activité, eux aussi, sont multiples. Évidemment, cette hétérogénéité doit être manipulée avec précaution car les différences de modèle de production façonnent des expériences et des représentations propres à chaque domaine d'activité. Ainsi, le discours de l'extrême-droite ne sera pas réceptionné de la même manière par un patron d'un restaurant de dix salariés que par un dirigeant d'une grande multinationale industrialisée. Nous le verrons, ce point est très intéressant sur la question de l'immigration avec des petits patrons et commerçants qui y sont hostiles pour des arguments liés à l'insécurité et au ralentissement de la croissance et des patrons qui évoluent dans des secteurs dits « en tension » qui, quant à eux, ont conscience que leur activité repose sur l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché venue de l'étranger.

On l'aura compris, le caractère composite du groupe étudié produit des expériences de classes variées qui ne permettent pas d'analyser une potentielle extrême-droitisation sous le prisme de l'homogénéité. À cette première difficulté, s'ajoute le fait que le terme même « d'extrême-droitisation » mérite d'être questionné. Et pour cause, ce concept paraît peu adéquat pour décrire l'attitude d'un groupe social qui, historiquement, a toujours flirté avec des mouvements fascistes. Des travaux comme ceux de D.Guérin (Guérin, 2014) nous permettent en effet de mettre en évidence l'ancrage historique d'un tel phénomène. Que ce soit le grand patronat ou le petit patronat, un passif avec l'extrême-droite est observable, témoignant d'une frontière poreuse entre les intérêts de chacun. D'autres épisodes, notamment le poujadisme, permettent de montrer un entrelacement et une interdépendance qui perdurent. Cependant, même si les relations entre l'extrême droite et le patronat ne sont pas nouvelles, les mécanismes actuels qui soutiennent ces rapports ne sont peut-être pas forcément les mêmes en raison des mutations de l'idéologie d'extrême-droite mais également d'un contexte socio-politique et économique différent. En effet, nous assistons à une ascension électorale historique de l'extrême-droite, et à une médiatisation croissante de ses idées, qui atteint son paroxysme en juin 2024 avec un score atteignant pour la première fois plus de 30% des suffrages, et dépassant le seuil des 11 millions d'électeurs. Plus encore, le RN semble avoir bien entériné son processus de normalisation, favorisant son emprise idéologique sur les consciences collectives des individus et sur les interactions quotidiennes du monde social à bien des niveaux (Coquard, 2019). Dans ce contexte de normalisation, le patronat n'échappe pas à ce mécanisme, ce

qui explique l'importance d'un renouvellement des travaux sur l'extrême-droitisation des chefs d'entreprise. Face à un monde social grandement imprégné des représentations idéologiques du Rassemblement National, les ressorts de son comportement à l'encontre de l'extrême-droite ont d'importantes chances de se singulariser eux-aussi.

En ce sens, nous essaierons d'objectiver les traits de cette nouvelle demande patronale d'extrême-droite. Après avoir identifié les pratiques et discours qui témoignent d'une extrême droitisation diffuse, nous tenterons d'en interpréter le sens. Ainsi, nous ferons l'hypothèse que, à l'instar de ce qui s'est passé au XXème siècle, le rapprochement entre le patronat et l'extrême droite est moins une adhésion idéologique qu'un geste de classe stratégique.

I - Les signes d'une extrême-droitisation en dent de scie des patronats français

1. La “patronisation” du Rassemblement National

Avant de se concentrer sur l'évolution de la position du patronat français par rapport à l'extrême-droite, il est important d'analyser comment le Rassemblement National (RN) a pu tenter de faire coïncider son offre politique avec les intérêts des chefs d'entreprise.

De fait, comme il peut le faire avec la conscience collective des individus (Coquard, 2019), le RN va tendre à calquer son discours sur les préoccupations du patronat, et prendre soin de tenir compte de sa diversité. Concernant les petits patrons, on assiste à une mise en corrélation du discours xénophobe sécuritaire du RN avec les craintes des dirigeants des TPE/PME. Pendant les émeutes liées à l'assassinat du jeune Nahel à l'été 2023, plusieurs dirigeants du parti avaient par exemple concentré leur discours sur les entreprises « modestes » dont les locaux avaient pu être touchés. M. Le Pen déclarait ainsi en juillet 2023 : *« Il faut créer un environnement favorable au développement économique. Il faut baisser la fiscalité pour nos commerçants et nos artisans, mais il faut aussi redynamiser nos centres-villes. Le rétablissement de la sécurité est un préalable essentiel. »*³. Le Rassemblement National fait donc des chefs d'entreprise les premiers perdants d'une « immigration incontrôlée et destructrice », tentant ainsi de calquer son discours sur les attentes du patronat le plus modeste. A cela, on peut ajouter un calquage du discours anti-européen sur les intérêts des petits patrons, le parti faisant des normes européennes l'une des principales causes des difficultés des TPE/PME. Cela se traduit par exemple par une mesure dans le programme

³ @MLP_officiel (Marine LE PEN), Twitter, 12 juillet 2023, 13:51, https://x.com/MLP_officiel/status/1679096062584270848

de 2024 visant à donner la priorité aux PME sur le marché public⁴. Le petit patronat est donc une cible pour M. Le Pen, et les députés de groupe parlementaire sont même encouragés à entretenir leurs relations avec eux dans leurs circonscriptions⁵.

Concernant les grands patrons, le discours du RN a changé ces dernières années. Là où le parti prônait un « chauvinisme-social », le cap a complètement dérivé avec J. Bardella qui prône désormais un libéralisme assumé et débridé. Cela se traduit dans le discours, le président du RN déclarant en décembre 2024 : « *En France, nous assistons à un alignement inédit des attentes des classes moyennes et des intérêts des acteurs économiques, à une convergence entre les aspirations des peuples et les désirs des chefs d'entreprise. Vous avez un adversaire commun : la bureaucratie.* »⁶. Mais cela se traduit également dans les mesures du programme de 2024 avec une proposition visant par exemple à baisser la CVAE qui touche principalement les gros chiffres d'affaires⁷. Récemment, S. Chenu proposait même de revenir sur l'IFI⁸, mesure phare du programme présidentiel de M. Le Pen, face aux réticences répétées du MEDEF à l'encontre des mesures économiques de l'extrême-droite. De la même manière, contrairement à la gauche, le Rassemblement National ne propose pas de faire peser sur les grosses entreprises l'augmentation des salaires. L'augmentation du SMIC serait par exemple financée par une exonération des cotisations patronales pendant trois ou cinq ans, et donc par l'Etat. Cette critique de la bureaucratie, discours historique du grand patronat français, vient donc parachever la « patronisation » du Rassemblement National. Celle-ci est d'ailleurs bien moins ambitieuse que celle du parti « Reconquête » qui, sous l'égide de sa candidate aux élections européennes S. Knafo, n'hésite plus à défendre un programme de débureaucratisation similaire à celle entamée par J. Milei en Argentine.

Ainsi, l'extrême-droite n'a pas exclu le patronat de sa stratégie de banalisation, et semble avoir parfaitement embrassé sa diversité et celle de ses intérêts pour calquer ces derniers sur son discours.

⁴ Rassemblement National, *Bardella Premier ministre, un projet, une méthode*, 2024, <https://rassemblementnational.fr/documents/202406-programme.pdf>

⁵ Guillou Clément, Comment le RN fait la cour aux lobbys du bâtiment, du tabac ou de la santé", *Le Monde*, 08 décembre 2023,

⁶ @J_Bardella, (Jordan BARDELLA), Twitter, 13/12/2024, 18:15, https://x.com/J_Bardella/status/1867619317358989523

⁷ Rassemblement National, *Bardella Premier ministre, un projet, une méthode*, 2024, <https://rassemblementnational.fr/documents/202406-programme.pdf>

⁸ Honoré, Renaud, « Rallier l'establishment, le rêve contrarié de Marine Le Pen », *Les Echos*, 14/12/2023,

2. La fin du cordon sanitaire entre organisations patronales et Rassemblement National

La stratégie de patronisation du RN présentée ci-dessus a permis de faire sauter des digues historiques. Si les chefs d'entreprise ont longtemps refusé tout contact avec l'extrême-droite, aujourd'hui, les frontières sont devenues poreuses et le patronat est beaucoup plus disposé à collaborer avec le RN.

Notre enquête révèle que le point de rupture puise son essence lors de l'élection présidentielle de 2017. Bien que les organisations patronales condamnent le programme économique du RN, le cordon sanitaire cède. A titre d'illustration, le MEDEF, par la voix de P. Gattaz, témoigne son soutien en vue du second tour de l'élection à E. Macron sans « l'ombre d'une hésitation » et alerte sur le danger que représente le RN⁹. Cette condamnation porte essentiellement sur la sortie de la France de la zone euro en cas de victoire de M. Le Pen. Mais dans le même temps, P. Gattaz rompt avec la tradition du MEDEF et invite M. Le Pen à s'exprimer devant les principales fédérations. De son côté, la CPME ne donne pas de consigne de vote mais invite M. Le Pen pour s'exprimer et échanger avec des chefs d'entreprise. Ainsi, la campagne de 2017 fait émerger un double jeu : si les organisations patronales dénoncent publiquement et unanimement le programme économique du RN, elles invitent tout de même M. Le Pen à le présenter.

En 2022, un nouveau stade est franchi : la condamnation publique ne va plus de soi. Quand G. Roux de Bézieux consulte les barons des fédérations en vue de déterminer si son organisation appelle à faire barrage au RN, les opinions sont divisées car certains pensent que M. Le Pen a réussi son audition en promettant une baisse des impôts de production et la « *liberté de créer et d'entreprendre* »¹⁰. Néanmoins, au lendemain de sa qualification au second tour, le MEDEF apporte son soutien à E. Macron dont le programme économique est « *le plus favorable pour assurer la croissance de l'économie et de l'emploi* »¹¹. F. Asselin défend aussi le programme de E. Macron face à celui de M. Le Pen qui n'est pas encore assez « *crédible* »¹². L'U2P ne donne pas de consigne de vote mais « *s'inquiète quant au sérieux budgétaire du programme de Marine Le*

⁹ Chaperon Isabelle, « Présidentielle 2022 : le Medef apporte son soutien à Emmanuel Macron », *Le Monde*, 12 avril 2022.

¹⁰ *Ibid*

¹¹ *Ibid*

¹² Honoré Renaud, « François Asselin : "Avec Marine Le Pen qui n'a jamais été aux affaires, ce serait l'aventure" », *Les Echos*, 11 avril 2022,

Pen »¹³.

C'est donc lors de l'élection européenne de 2024 que l'extrême-droite achève réellement sa normalisation auprès du patronat. Après le score de 31,37 % de la liste de J. Bardella, les patrons cherchent des relais afin d'atteindre l'entourage des membres influents du RN et peser sur le programme économique. Comme dit précédemment, le RN a joué un rôle actif dans le rapprochement avec le patronat en « rassurant » les milieux économiques. Cette dynamique a aussi été alimentée par les organisations patronales qui n'hésitent plus à consulter et à rencontrer des membres du RN. Certaines organisations estiment même que des points du programme du RN correspondent aux attentes des patrons. Par exemple, M. Picon affirme que les petits patrons « expriment un fort besoin d'ordre, de fermeté, de remise en place de hiérarchie des valeurs »¹⁴. Néanmoins, la majorité d'entre eux admettent tout de même que des modifications devront être apportées au programme économique en vue de le rendre plus réaliste. Les reculs de J. Bardella sur des sujets tels que la retraite ou la TVA sur les produits de première nécessité sont perçus comme des avancées allant dans ce sens.

Ainsi, progressivement, la condamnation du RN et l'appel à lui faire barrage s'estompent dans le milieu patronal qui semble en mesure d'accepter les mesures xénophobes de l'extrême-droite à condition qu'elle se recentre sur un cadrage économique plus sérieux.

3. La demande d'extrême droite diffuse des patrons

Afin de trouver des indices concrets de l'extrême-droitisation du patronat, il nous faut aussi passer par le bas, consulter les patrons eux-mêmes sans passer par l'intermédiaire des syndicats qui peuvent filtrer et réguler la parole des principaux intéressés. Très concrètement, si on s'intéresse aux résultats des législatives de 2024, on se rend bien compte que la part de la PCS Artisan Commerçant Chef d'entreprise - une catégorie certes imparfaite mais significative - ayant votée pour le RN (et alliés) est très élevée (37,5%), quasiment autant que pour la population en général (39,2%)¹⁵. En 2017, seulement 17%¹⁶ de cette PCS avait voté pour M. Le Pen contre 21,3% pour l'ensemble de la population. Le mouvement est donc clair - et même plus significatif que pour

¹³ U2P, « Élection présidentielle : l'U2P demande aux candidats de préciser leurs engagements en direction des petites entreprises », <https://u2pbfc.fr/imgs/220415-441-art-13.pdf>

¹⁴ Combes Maxime, « Le patronat passe-t-il à l'extrême-droite ? », *Basta !*, 5 juillet 2024.

¹⁵ Elections législatives 2024, Enquête électorale française - Vague n°7 - août 2024, Enquête Ipsos pour Le Monde, le CEVIPOF, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne.

¹⁶ Statista, « Élection présidentielle : résultats du 1er tour par CSP France 2017 », 22 mai 2024.

le reste de la population - : à en croire les urnes, il y a bien une croissance de la demande d'extrême droite chez les patrons.

Cette demande est diffuse et se manifeste sous plusieurs traits. Si, chez le grand patronat, en dehors de quelques exceptions (V. Bolloré mais aussi d'autres à gauche¹⁷), la norme reste le mutisme ou alors un flou volontaire dans la critique ; chez le petit et moyen patronat (qui représentent l'immense majorité des patrons), la parole est plus libre et la demande d'extrême droite est bien plus perceptible. Au sein de la petite bourgeoisie économique, on retrouve l'idée assez classique que « *la situation ne peut pas être pire* »¹⁸. Déçu par un macronisme accusé d'avoir orienté sa politique uniquement vers le grand patronat, les chefs de TPE/PME utilisent le vote RN pour sanctionner celui qu'ils ont longtemps soutenu. Mais plus intéressant encore, car c'est un point commun avec une grande partie des électeurs d'extrême droite, on observe aussi une recherche d'autorité avec la volonté d'avoir des gouvernants qui mettent “de la discipline dans l'éducation de la 19ration”. A cela s'ajoute une critique des “assistés” - souvent associés aux étrangers -, de la xénophobie émergeant notamment par l'idée d'une concurrence étrangère déloyale²⁰ et une critique forte de la bureaucratie. On sent bien une tentation poujadiste chez ce patronat qui s'incarne dans une “conscience sociale triangulaire” (Collovald & Schwartz, 2006) avec un positionnement critique vis-à-vis des élites mais une dénonciation encore plus forte des “assistés”. Cependant, il faut tout de même noter que la peur de l'immigration n'est pas nécessairement très présente. Chez les patrons de TPE, l'immigration n'est qu'à la 7ème place (14%²¹) des sujets considérés comme prioritaires alors qu'il est à la 4ème place (28%²²) dans la population de manière générale.

Ainsi, pour les petits patrons plus particulièrement, la demande d'extrême droite laisse transparaître l'expression d'affects xénophobes générés par un sentiment d'insécurité. Elle ne se cristallise en revanche pas sur une critique virulente de l'immigration, certainement car certains patrons ont en tête que celle-ci est parfois nécessaire pour maintenir leur chiffre d'affaire.

¹⁷ Donada Emma, « Législatives anticipées : pour son président, “Biocoop ne se retrouve pas dans le programme du RN” », dans *Libération*, 17 juin 2024. Bouaziz Franck et Franque Adrien, « Matthieu Pigasse : “Il y a une connivence entre certains dirigeants de grandes entreprises et l'extrême droite” », dans *Libération*, 11 janvier 2025.

¹⁸ Darbon Louise, « “Ça ne m'effraie pas autant qu'avant” : chez les petits patrons, le vote RN n'est plus un tabou », dans *Le Figaro*, 21 juin 2024.

¹⁹ *Ibid*

²⁰ Offerlé Michel, « Patrons et patronats saisis par les élections », sur *AOC Media - Analyse Opinion Critique*, 2 juillet 2024.

²¹ IFOP, « Le baromètre de conjoncture des TPE – Vague 77 - IFOP », sur *IFOP*, 22 octobre 2024.

²² IFOP, « Le baromètre politique et territoires - IFOP », sur *IFOP*, 12 novembre 2024.

II - Les ressorts de l'adhésion du patronat à l'extrême-droite

1. L'extrême-droitisation du patronat : un geste de classe

On l'aura donc compris, il existe bien une adhésion sur les valeurs, et il ne faut pas nier ni minorer le fait que certains patrons partagent complètement la ligne programmatique xénophobe portée par les partis d'extrême droite. Ceci étant dit, on notera que cette adhésion idéologique concerne surtout des individus isolés. En fait, quand on étudie le patronat en tant que groupe social, il apparaît que son rapprochement avec l'extrême-droite doit surtout être analysé comme un geste de classe. Sans immaculer complètement les patrons en rendant caduque la variable du racisme dans leur demande d'extrême-droite, nous faisons l'hypothèse que ce ralliement récent est avant tout la manifestation d'une stratégie déployée par un groupe de dominants qui, soucieux de conserver son statut dans l'espace socioéconomique, utilise la dynamique électorale de l'extrême-droite pour restaurer l'autorité de l'ordre capitaliste.

Si cette relation symbiotique entre capital et extrême-droite devient de plus en plus manifeste, celle-ci n'est pas nouvelle. Au contraire. Si on regarde en arrière, D. Guérin²³ montrait déjà en 1936 que le fascisme avait fait office d'expédient pour une bonne partie de la bourgeoisie qui a su utiliser ce dernier pour stabiliser l'ordre capitaliste et faire face au spectre du communisme. Sous cet angle, on comprend bien que l'extrême-droite a toujours été un instrument, un outil sur lequel le patronat peut s'appuyer conjoncturellement pour restaurer son autorité. Même si le fascisme et le capitalisme ont fait l'objet de profondes mutations, aujourd'hui, ce phénomène persiste : extrême-droite et patronat vont toujours de pair. En déconstruisant l'image d'Epinal qui voudrait que les régimes dits "populistes" ont émergé grâce aux soutiens des masses, T. Bourgeron et M. Benquet montrent en effet que des personnages comme D. Trump, B. Johnson, J. Milei ou J. Bolsonaro doivent surtout leur position à l'activisme d'acteurs financiers qui, soucieux de radicaliser le modèle libéral, propulsent au pouvoir des dirigeants qui consacrent le triomphe d'un « libertarianisme-autoritaire »²⁴. Si cette grille de lecture est opérante pour comprendre l'émergence des nouvelles formes de fascisme qui articulent ultralibéralisme économique et conservatisme politique de l'autre côté de l'Atlantique, elle semble difficilement mobilisable pour comprendre

²³ Guérin Daniel, *Fascisme et grand capital*, Montreuil, Libertalia, 2014.

²⁴ Benquet Marlène, Bourgeron Théo, *La finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*, Paris, Raisons d'agir, séries : « Raisons d'agir », 2021.

l'extrême-droitisation en France où le libertarianisme n'a pas bonne presse. Malgré tout, notre enquête révèle que le patronat n'est plus tout à fait hermétique à cette doctrine. En fait, même s'il n'est qu'à son stade embryonnaire, nous aimerions souligner que le tournant autoritaire-libertarien a déjà séduit certaines fractions du patronat. Lassé par une politique néolibérale macroniste jugée décevante, empreint d'une rhétorique qui fustige l'interventionnisme étatique et l'empilement des normes environnementales ; désormais, le grand capital s'investit massivement (mais discrètement) pour bâtir des ponts entre la finance et l'extrême droite française²⁵. Pour illustrer cela, on peut citer l'activisme de personnages comme C. Gaves (président du think tank Libertés et proche d'E. Zemmour), C. Beigbeder (figure de la finance alternative et président du collectif Phoenix) ou L. Alexandre (créateur de Doctissimo et président de Sapiens) qui se démènent pour faire émerger une nébuleuse de think tanks libertariens et conservateurs²⁶.

Mais cette entreprise qui consiste à radicaliser le projet néolibéral en passant par l'extrême droite n'est pas propre au grand capital financier. En fait, cette stratégie est aussi portée par les chefs d'entreprise des PME et TPE. Déçue de voir que les éléments de langage autour de « start-up Nation » et du « choc de la simplification » n'ont pas été suivis d'effets, la petite bourgeoisie économique considère elle aussi que, grâce à la stratégie de « patronisation » évoquée plus haut, le RN est devenu un soutien crédible pour faire émerger un libéralisme plus débridé²⁷.

2. Un changement de stratégie : privilégier l'influence à la confrontation

Face à la progression du RN sur la scène politique française, les patrons vont opter pour une évolution purement stratégique de leurs positions vis-à-vis de l'extrême droite, dans le but de conserver leurs intérêts. En effet, si le RN a longtemps été ostracisé de la vie politique française, l'évolution de cette dernière a fait prendre conscience aux patrons d'une possible arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Dès lors, l'heure ne semble plus être à la confrontation, mais plutôt à l'influence.

Comme nous avons pu le constater, une érosion progressive du front patronal contre l'extrême droite semble progressivement se dessiner, et se révèle notamment lors des législatives

²⁵ Annexe 1

²⁶ Pour approfondir cette question, se référer aux analyses de Marlène Benquet « 2. Vers une droitisation de la finance ? Les nouveaux soutiens financiers de l'extrême droite », dans Ugo Palheta et al., *Extrême droite : la résistible ascension*, Editions Amsterdam, 2024, pp.173- 189.

²⁷ Caroline Morisseau et Clément Lesaffre, « Un ras-le-bol généralisé : pourquoi les petits patrons se tournent de plus en plus vers le RN », *BFM Business*, le 24/06/2024.

anticipées de 2024. A partir de ce moment, la stratégie des patrons face au RN change drastiquement. Le Rassemblement National devient, du point de vue patronal, un interlocuteur nécessaire pour maintenir des avantages socio-économiques. Cette absence d'opposition frontale apparaît alors comme purement stratégique. En effet, l'idée d'une arrivée potentielle au pouvoir de l'extrême droite semble alors avoir été intégrée par le patronat, qui préfère rester flou sur ses positions, afin de ne pas froisser, mais surtout afin de pouvoir amener M. Le Pen vers des mesures davantage tournées vers leurs intérêts. Ce constat s'appuie notamment sur l'absence d'un communiqué commun des organisations syndicales patronales avant le scrutin. L'U2P ne parvenant pas à une position unanime dans ses rangs, la CPME²⁸ et le MEDEF²⁹ vont publier individuellement deux communiqués, au sein desquels aucun parti ne sera cité.

Cette nouvelle porosité entre le RN et le patronat est entretenue mutuellement. Comme nous l'avons vu, le RN lance une opération de séduction des patrons, entraînant nécessairement un rapprochement stratégique de ces derniers qui, autrefois hostiles à toute négociation avec l'extrême-droite, étudient aujourd'hui son projet. Par exemple, en novembre 2022, M. Le Pen déjeune avec H. Proglia, ancien patron de Veolia et d'EDF. Proche des héritiers de M. Dassault, groupe historiquement mobilisé contre l'antisémitisme du fait de leur histoire personnelle, cette rencontre est alors le signe que le cordon sanitaire patronal autour du RN est rompu... A l'inverse, la gauche peine à se faire une place dans le monde patronal, et agit alors plutôt comme un repoussoir, pouvant même provoquer, à son insu, une extrême droitisation patronale tout autant stratégique.

3. Une « adhésion réactionnaire anticipée »

Par « adhésion réactionnaire anticipée », nous entendons le fait que les patrons vont constituer un front anti-gauche. Cela sous-entend alors le passage d'une logique « tout sauf l'extrême droite et la gauche » à une logique « tout plutôt que la gauche », supposant alors une adhésion partielle au RN. En effet, ce parti peut alors apparaître comme un rempart contre les idées de gauche, décriées par les patrons.

Comme le montre M. Offerlé, une des grandes composantes de l'ethos patronal consiste

²⁸ CPME, "Elections législatives : quels impacts sur les TPE-PME ?", 27 juin 2024, <https://www.cpme.fr/espace-presse/communiqués-de-presse/elections-legislatives-quel-impact-sur-les-tpe-pme>

²⁹ MEDEF, « Il y a urgence à remettre de la rationalité et de la transparence dans le débat public », 19 juin 2024, <https://www.medef.com/fr/actualites/il-y-a-urgence-a-remettre-de-la-rationalite-et-de-la-transparence-dans-le-debat-public>

en la « défense de l'investissement dans le travail et la critique d'une « France paresseuse » »³⁰, associée à des idées qui seraient revendiquées par la gauche. Déjà en 2004, S. Dassault estimait que « nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent »³¹. En ce sens, P. Martin estime que « le programme du RN [est] dangereux pour l'économie française, la croissance et l'emploi » mais que celui du NFP l'est « tout autant, voire plus »³². F. Asselin ajoute que le RN « fait moins peur aux entrepreneurs que le Nouveau Front populaire »³³. Dans la même veine, en 2022, des communiqués syndicaux sont publiés, avertissant sur le danger que pourrait représenter l'arrivée de la gauche au pouvoir pour les entrepreneurs. S. de Menton, présidente du mouvement patronal ETHIC, invite par exemple les patrons à se positionner fermement contre J-L. Mélenchon qui menacerait les petites entreprises et l'économie nationale³⁴. De la même manière, le 14 juin 2022, la CPME publie un communiqué en réaction au programme du NFP, estimant que celui-ci « aurait des conséquences catastrophiques pour l'économie française »³⁵.

A contrario, les communiqués explicitement contre l'extrême droite se font plus discrets, et surtout plus lisses. L'U2P, par exemple, va publier un communiqué demandant au RN de préciser ses positions « sur les sujets ayant un réel impact fiscal, social, économique pour les petites entreprises »³⁶. Le ton employé et les reproches sont donc beaucoup plus atténués et moins virulents dès lors que les patrons s'adressent à l'extrême droite.

Finalement, les patrons comme le RN pensent avant tout à leurs intérêts, lesquels vont produire une relation d'interdépendance. Cette adhésion au RN est donc avant tout stratégique et peut se lire comme un rejet de la gauche, et une volonté d'influencer le parti pour le mettre au diapason des idées patronales néolibérales. Finalement, tant qu'elle va dans le sens du patronat et qu'elle ne bouscule pas les logiques néolibérales, l'idéologie de la figure politique au pouvoir compte peu.

³⁰ Offerlé Michel. « Chapitre V. Des rapports des patrons à la politique ». *Ce qu'un patron peut faire Une sociologie politique des patronats*, Gallimard, 2021. p.237-293.

³¹ Dassault Serge, Entrevue radiophonique avec Pierre Weill, France Inter, 10 décembre 2004.

³² Darbon Louise et Renault Marie-Cécile, « Patrick Martin, patron du Medef : "Si le programme de LFI était appliqué, ce serait insupportable pour le pays" ». *Le Figaro*. 26 août 2024.

³³ Honoré Renaud, «François Asselin : "Avec Marine Le Pen qui n'a jamais été aux affaires, ce serait l'aventure"», *Les Echos*, 11 avril 2022,

³⁴ De Menton Sophie. « Allo? Patron! Y'a Mélenchon qui sonne et y'a personne qui y répond?! », *ETHIC*. 9 mai 2022.

³⁵ Vignaud Olivia, "Dissolution. Face au RN, quelle est la stratégie des organisations patronales ?" *Décideurs Magazine*, 17 juin 2024.

³⁶ *Ibid.*

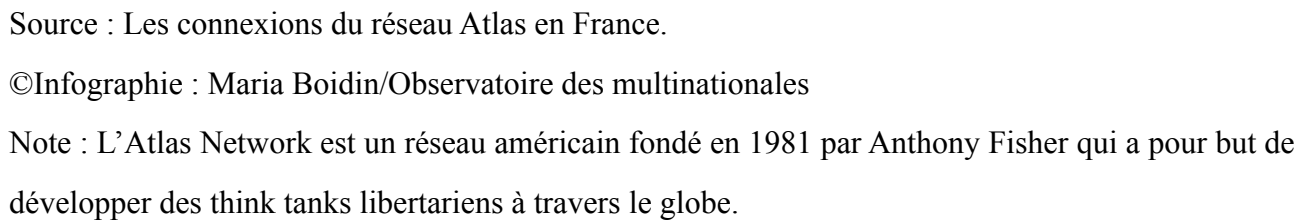
Conclusion : Une adhésion seulement stratégique ?

Ainsi, si la diversité des patronats ne fait aucun doute, il est tout de même possible de constater qu'elle ne freine pas un mouvement commun d'extrême-droitisisation avant tout stratégique qui favorise la normalisation du RN dans les milieux patronaux.

En nous penchant sur l'évolution du discours de l'extrême-droite française à propos des intérêts patronaux, tout en la mêlant à la mutation de la demande d'extrême-droite chez les chefs d'entreprise dans un mouvement de rupture du cordon sanitaire entre organisations patronales et RN, nous avons pu trouver des premiers signes de cette extrême-droitisisation, incomplète mais indéniablement en progression.

Puis en l'analysant sous le prisme d'une évolution de classe, profitant des succès électoraux grandissants de l'extrême-droite, nous avons pu déterminer qu'il s'agissait avant tout d'une action stratégique, pouvant même favoriser un tournant réactionnaire anticipé face à la menace de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

A côté de cette « adhésion de façade », il nous aura néanmoins été difficile d'analyser la part d'adhésion idéologique à l'extrême-droite dans le milieu patronal, tant sa diversité et les enjeux de majorité au sein des organisations patronales compliquent une quelconque objectivation des liens philosophiques entre chefs d'entreprise et Rassemblement National.



Sources :

- **Ressources journalistiques :**

Abboud, Leila. Klasa, Adrienne. White, Sarah. “French businesses court Marine Le Pen after taking fright at left’s policies”. *Financial Times*, 18 juin 2004. <https://www.ft.com/content/e28f9753-1770-4c8c-91d8-e7bb7ed44fe>

Bellan, Marie. “Le Pen tente de séduire PME et indépendants”, *Les Echos*, 6 mars 2017. <https://www.lesechos.fr/2017/03/le-pen-tente-de-seduire-pme-et-independants-164706>

Bouaziz, Franck. Franque, Adrien. « Mathieu Pigasse : « Il y a une connivence entre certains dirigeants de grandes entreprises et l’extrême droite » ». *Libération*, 11 janvier 2025. https://www.liberation.fr/economie/medias/matthieu-pigasse-il-y-a-une-connivence-entre-les-dirigeants-de-grandes-entreprises-et-lextreme-droite-20250111_S7KPYZ6JX5FRHCSHA3ZYQTYZCQ/

Burel, Lucas. Vigogne Le Coat, Camille. Michel-Aguirre, Caroline. « Extrême droite : l’inquiétante tentation des patrons ». *Le Nouvel Obs*, 16 mai 2024. <https://www.nouvelobs.com/politique/20240516.OBS88443/extreme-droite-l-inquietante-tentation-des-patrons.html>

Chaperon, Isabelle. « Patrons français, du ras-le-bol de l’Etat à la tentation trumpiste ». *Le Monde*, 12 décembre 2024. https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/04/12/presidentielle-2022-le-medef-apporte-son-soutien-a-emmanuel-macron_6121744_3234.html

Chaperon, Isabelle. “Présidentielle 2022 : le Medef apporte son soutien à Emmanuel Macron”, *Le Monde*, 12 avril 2022. https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/12/12/patrons-francais-du-ras-le-bol-de-l-etat-a-la-tentation-trumpiste_6444011_3234.html

Combes, Maxime. “Le patronat passe-t-il à l’extrême droite ?”, *Basta!*, 5 juillet 2024. <https://basta.media/patronat-passe-t-il-a-extreme-droite-RN>

Darbon, Louise. « « Ça ne m’effraie pas autant qu’avant » : chez les petits patrons, le vote RN n’est plus un tabou ». *Le Figaro*, 21 juin 2024. <https://www.lefigaro.fr/economie/ca-ne-m-effraie-pas-autant-qu-avant-chez-les-petits-patrons-le-vote-rn-n-est-plus-un-tabou-20240621>

Darbon, Louise. Renault, Marie-Cécile. “Patrick Martin, patron du Medef : « Si le programme de LFI était appliqué, ce serait insupportable pour le pays »”. *Le Figaro*. 26 août 2024. [en ligne]. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/patrick-martin-si-le-programme-de-lfi-etait-applique-ce-serait-insupportable-pour-le-pays-20240825>

Donada, Emma. « Législatives anticipées : pour son président, « Biocoop ne se retrouve pas dans le programme du RN » ». *Libération*, 17 juin 2024. https://www.liberation.fr/politique/legislatives-anticipees-pour-son-president-biocoop-ne-se-retrouve-pas-dans-le-programme-du-rn-20240617_CZRZRJFKMNFLBFZRNVF3IORSCY/

Fodéré, Margaux. « Législatives anticipées : petits et grands patrons divisés sur les programmes des candidats ». *Europe 1*, 28 juin 2024. <https://www.europe1.fr/economie/legislatives-anticipees-petits-et-grands-patrons-divises-sur-les-programmes-des-candidats-4255223>

Gagey, Athénais, “Quel patronat derrière le vote RN ? Entretien avec le sociologue Michel Offerlé”, *Philonomist*, 28 mai 2024, <https://www.philonomist.com/fr/entretien/quel-patronat-derriere-le-vote-rn>

Honoré, Renaud, “François Asselin : « Avec Marine Le Pen qui n'a jamais été aux affaires, ce serait l'aventure »”, *Les Echos*, 11 avril 2022. <https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle/francois-asselin-avec-marine-le-pen-qui-na-jamais-ete-aux-affaires-ce-serait-laventure-1399979>

Honoré, Renaud, « Rallier l'establishment, le rêve contrarié de Marine Le Pen », *Les Echos*, 14 décembre 2023, <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/rallier-lestablishment-le-reve-contrarie-de-marine-le-pen-2041328>

Morisseau, Caroline. « Un ras-le-bol généralisé : pourquoi les petits patrons se tournent de plus en plus vers le RN ». *BFM Business*, 24 juin 2024. https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/un-ras-le-bol-generalise-pourquoi-les-petits-patrons-se-tournent-de-plus-en-plus-vers-le-rn_AV-202406240058.html

Moullot, Paulin. “Le nouveau président du Medef a-t-il appelé à voter Macron à la présidentielle ?”, *Libération*, 4 juillet 2018. https://www.liberation.fr/checknews/2018/07/04/le-nouveau-president-du-medef-a-t-il-appelle-a-voter-macron-a-la-presidentielle_1664007/

Offerlé, Michel. « Législatives : pourquoi les grands patrons se taisent face au RN ». *Le Nouvel Obs*, 5 juillet 2024. <https://www.nouvelobs.com/politique/20240705.OBS90688/legislatives-pourquoi-les-grands-patrons-se-taisent-face-au-rn-par-michel-offerle.html>

Offerlé, Michel, « Patrons et patronats saisis par les élections », sur *AOC Media - Analyse Opinion Critique*, 2 juillet 2024. <https://aoc.media/analyse/2024/07/02/patrons-et-patronats-saisis-par-les-elections/>

Orange, Martin, “Le patronat se prépare à collaborer avec le RN”, *Médiapart*, 20 juin 2024. <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/200624/le-patronat-se-prepare-collaborer-avec-le-rn>

Redaction, “Ce réseau libertarien qui veut imposer ses idées en France”, *Basta!*, 22 mai 2024, <https://basta.media/reseau-libertarien-veut-imposer-idees-france-Atlas-Javier-Milei-Trump-Ifrap>

Spitz, Sarah. “Le Medef dénonce les « fascismes d'extrême gauche et d'extrême droite »”, *L'Opinion* (site web), 11 juin 2024. <https://www.lopinion.fr/economie/le-medef-denonce-les-fascismes-dextreme-gauche-et-dextreme-droite>

Streiff, Gérard. « Le RN et le grand patronat : le flirt ». *Cause commune*, N°37, janvier 2024. https://www.causecommune-larevue.fr/le_rn_et_le_grand_patronat_le_flirt

Vignaud, Olivia. “Dissolution. Face au RN, quelle est la stratégie des organisations patronales ?” *Décideurs Magazine*, 17 juin 2024.[en ligne]. <https://www.decideurs-magazine.com/politique-societe/58547-dissolution-face-au-rn-la-strategie-des-organisations-patronales.html>

Younes, Jérémie, “Comment le patronat a cessé de faire barrage au RN ?”, *Alternatives Economiques*, 20 juin 2024, <https://www.alternatives-economiques.fr/patronat-francais-a-cesse-de-faire-barrage-rn/00111515>

- **Ressources bibliographiques :**

- Benquet, Marlène, « 2. Vers une droitisation de la finance ? Les nouveaux soutiens financiers de l’extrême droite », dans Ugo Palheta et al., *Extrême droite : la résistible ascension*, Paris, Editions Amsterdam, 2024
- Coquard, Benoit, *Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La

Découverte, 2019.

- Garrigues, Jean, *Les patrons et la politique : 150 ans de liaisons dangereuses*, Paris, Perrin, 2011.
- Guérin, Daniel, *Fascisme et grand capital*, Montreuil, Libertalia, 2014.
- Offerlé, Michel, *Ce qu'un patron peut faire, Une sociologie politique des patronats*, Paris, Gallimard, « NRF Essais », 2021.
- Offerlé, Michel, *Patrons en France*, Paris, La Découverte, « Hors collection Sciences Humaines », 2017.

- **Programmes politiques / sondages / communiqués**

CPME, « Elections législatives : quels impacts sur les TPE-PME ? », 27 juin 2024, <https://www.cpme.fr/espace-presse/communiques-de-presse/elections-legislatives-quel-impact-sur-les-tpe-pme>

IFOP, « Le baromètre de conjoncture des TPE – Vague 77 - IFOP » , sur IFOP, 22 octobre 2024. <https://www.ifop.com/publication/le-barometre-de-conjoncture-des-tpe-vague-77/>

IFOP, « Le baromètre politique et territoires - IFOP » , sur IFOP, 12 novembre 2024 <https://www.ifop.com/publication/le-barometre-politique-et-territoires/>

MEDEF, « Il y a urgence à remettre de la rationalité et de la transparence dans le débat public », 19 juin 2024, <https://www.medef.com/fr/actualites/il-y-a-urgence-a-remettre-de-la-rationnalite-et-de-la-transparence-dans-le-debat-public>

Rassemblement National, “Bardella Premier ministre, un projet, une méthode”, 2024, <https://rassemblementnational.fr/documents/202406-programme.pdf>

Statista, « Élection présidentielle : résultats du 1er tour par CSP France 2017 | Statista » , sur Statista, 22 mai 2024 <https://fr.statista.com/statistiques/703906/resultat-vote-election-presidentielle-france-avril-premier-tour-profession/>

U2P, “Élection présidentielle : l’U2P demande aux candidats de préciser leurs engagements en direction des petites entreprises”, 15 avril 2022, <https://u2pbfc.fr/imgs/220415-441-art-13.pdf>

- **Comptes Twitter :**

Marine Le Pen : @MLP_officiel

Jordan Bardella : @J_Bardella

Nathalie Arthaud : @n_arthaud